

Cooper, Andrew Fenton (Ed.). *Canadian Culture : International Dimensions*. Toronto-Waterloo, Canadian Institute of International Affairs-Centre on Foreign Policy and Federalism, University of Waterloo/Wilfrid Laurier University, 1985, 168 p.

Guy Gosselin

Volume 17, numéro 3, 1986

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702077ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702077ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Gosselin, G. (1986). Compte rendu de [Cooper, Andrew Fenton (Ed.). *Canadian Culture : International Dimensions*. Toronto-Waterloo, Canadian Institute of International Affairs-Centre on Foreign Policy and Federalism, University of Waterloo/Wilfrid Laurier University, 1985, 168 p.] *Études internationales*, 17(3), 718–719. <https://doi.org/10.7202/702077ar>

En préconisant d'ailleurs un relâchement des contrôles de la part de l'Agence de tamisage des investissements, comme du Programme énergétique national et ailleurs dans le monde de l'entreprise, le Groupe a certainement contribué à préparer les esprits à la remise en question récente des politiques fédérales et provinciales dans le secteur. On attend de ce virage, illustré en 1985 par l'*Accord de l'Atlantique* sur la gestion conjointe par Ottawa et Terre-Neuve des initiatives dans cette région et par l'*Accord de l'Ouest* entre Ottawa et les provinces productrices, portant sur la déréglementation des prix du pétrole et du gaz, un renouveau d'intérêt pour la recherche, l'innovation et le développement, pierre angulaire d'une relance des industries énergétiques canadiennes.

Michel DUQUETTE

Centre de recherche en développement industriel et technologique
(C.R.E.D.I.T.), Montréal, Canada

COOPER, Andrew Fenton (Ed.). *Canadian Culture: International Dimensions*. Toronto-Waterloo, Canadian Institute of International Affairs-Centre on Foreign Policy and Federalism, University of Waterloo/Wilfrid Laurier University, 1985, 168 p.

Ce court ouvrage contient le texte de communications qui furent présentées à une conférence sur la diplomatie culturelle canadienne tenue à l'University of Waterloo en mai 1983. Convoquée par le Centre on Foreign Policy and Federalism, cette conférence s'adressait à une question qui a été peu étudiée et dont les aspects reliés aux activités internationales du Québec ont, rappelle l'éditeur, principalement attiré l'attention des chercheurs. La publication de ce livre doit en conséquence être accueillie avec beaucoup d'intérêt.

L'éditeur présente la question dans une longue introduction qui constitue un survol des origines et du développement de la diplomatie culturelle canadienne. A.F. Cooper y donne un aperçu complet et clair des grandes

étapes qui ont marqué l'apparition tardive et la lente évolution des relations internationales culturelles du Canada. Les chapitres I et II traitent ensuite de la nature de la diplomatie canadienne en général. J.L. Granatstein met en évidence son caractère anglocentrique et l'effet limitatif de ce caractère tandis que N. Hillmer rappelle la tradition libérale-internationaliste qui l'a inspirée. Deux autres chapitres (III et IX) considèrent le niveau des provinces. Claude Ryan, alors membre de l'Assemblée nationale du Québec, retrace le développement et dresse un bilan des relations internationales culturelles du Québec. La coordination fédérale-provinciale en matière culturelle du Canada et la représentation des intérêts régionaux dans la diplomatie culturelle canadienne sont par ailleurs brièvement commentées par N. Martin, qui était sous-ministre de l'Éducation du Nouveau-Brunswick.

Dans les chapitres IV et V, F.M. Tovell et R.J. Williams procèdent à une analyse comparative de la diplomatie culturelle canadienne avec celles, d'une part, de la France, de la Grande-Bretagne et de la République fédérale d'Allemagne, et d'autre part, de l'Australie. Les deux chapitres suivants (VI et VII) offrent une évaluation des programmes d'études canadiennes à l'étranger par deux personnes qui y ont contribué, G. Wright de la Donner Canadian Foundation et I. Drummond de l'University of Toronto. Un autre chapitre (VIII) est fait d'un commentaire de L. Applebaum sur les réactions qu'a suscitées le Rapport du Comité d'étude de la politique culturelle fédérale publié en 1982 et qu'il avait co-présidé. Enfin la conclusion, rédigée par A.F. Cooper et D. Leyton-Brown, s'attache au futur de la diplomatie culturelle canadienne en fonction d'aspects divers dont le fédéralisme.

Comme on le voit, le contenu est varié. Il apparaît même disparate. Cette impression résulte d'abord d'une absence de précision de la notion de diplomatie culturelle. La définition implicite que la plupart des auteurs utilisent semble limitée aux arts, quoique deux chapitres soient consacrés à des questions d'éducation. Si on se réfère par ailleurs aux programmes culturels administrés par le Canada, ils tendent à retenir une définition large qui

englobe les arts, les échanges universitaires et même parfois davantage (fonctionnaires, journalistes). Mais l'impression de disparité est aussi la conséquence d'une absence de cadre précis à l'intérieur duquel se situerait chacun des chapitres. Seul a été fourni le thème général de la diplomatie culturelle canadienne autour duquel furent rassemblés, indique la Préface, une grande diversité de participants qui ont apporté une égale diversité d'approches. Conformément au mandat du Centre on Foreign Policy and Federalism, un cadre précis aurait dû être élaboré en fonction du facteur fédéral en matière de politique étrangère dans le secteur de la culture. Actuellement, le livre s'attache davantage à la diplomatie culturelle canadienne en général et plusieurs chapitres (Hillmer, Tovell, Wright, Drummond et la conclusion) ignorent plus ou moins totalement le facteur fédéral.

Au delà de cette disparité, les divers chapitres du livre suscitent un intérêt inégal. Il faut d'abord rendre crédit à l'éditeur pour les très bonnes introduction et conclusion qui se situent parmi les pages les plus intéressantes du livre en raison de la densité de l'information qu'elles apportent et des questions qu'elles soulèvent. Je recommande également l'excellent chapitre par R.J. Williams dont le cadre d'analyse donne à la comparaison des politiques du Canada et de l'Australie une profondeur et un intérêt considérables. De même, le choix des auteurs peut être apprécié de diverses façons. La présence de quelques auteurs qui ne soient pas des universitaires est louable, en particulier celle de F.M. Tovell et de L. Applebaum. Par contre, on n'y trouve que deux francophones sur douze, ce qui traduit sans doute l'anglocentrisme dont parle J.L. Granatstein à moins qu'il ne s'agisse, en matière de diplomatie culturelle, de discrimination positive! Enfin, l'expérience que possèdent certains auteurs donne à leurs textes un intérêt particulier.

Deux absences apparaissent encore déplorable. D'une part, il y a bien deux chapitres comparatifs mais les États-Unis, qui sont des voisins influents et un État fédéral, sont complètement ignorés. Sans justification, cela devient une autre manifestation du caractère

disparate du livre. D'autre part, même si la dimension bilatérale est très importante, la dimension multilatérale est loin d'être négligeable. Pourtant aucun chapitre ne traite, par exemple, de l'UNESCO, du commonwealth et de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT). L'ACCT est sans doute l'organisation la plus récente parmi les trois, toutefois son mandat est nettement axé sur la culture, le Canada y est l'un des deux participants majeurs et le facteur fédéral y joue d'une manière déterminante. Le Commonwealth a un mandat plus diversifié mais les questions culturelles y occupent une bonne place. Quant à l'UNESCO, l'éducation et la culture constituent pour elle deux secteurs principaux d'activité et le Canada a manifesté à leur égard un grand intérêt d'une façon constante depuis 1946. On peut même dire que c'est par l'intermédiaire de l'UNESCO que le Canada a entretenu des relations internationales culturelles antérieurement aux années '60. Par la suite, ce sont les aspects reliés à sa structure fédérale qui ont surtout déterminé la participation du Canada aux programmes culturels de l'UNESCO.

Finalement, la publication des communications à une conférence soulève régulièrement des problèmes d'homogénéité et d'ensemble. Malgré ces problèmes, le présent volume contient beaucoup d'informations utiles et apporte des perspectives intéressantes dans un domaine extraordinaire négligé par les chercheurs.

Guy GOSSELIN

*Département de science politique
Université Laval, Québec*

ISMAEL, Tareq (Ed.). *Canada and the Arab World*, Edmonton, The University of Alberta Press, 1985, 218 p.

Le risque de conflagration qui hante le Proche-Orient depuis la Deuxième Guerre mondiale n'a pas incité le Canada à y considérer la région comme prioritaire dans la formulation de sa politique étrangère. Il est vrai, cependant, que le Canada a joué un rôle significatif dans les premières phases de la création de l'État d'Israël et, quelques années plus tard,